



# Toutes et tous en grève et dans les manifestations **le 10 octobre !**

L'ensemble des organisations syndicales de la Fonction publique appelle les 5,4 millions de fonctionnaires et d'agents publics à la grève et à la mobilisation le 10 octobre prochain, jour de la tenue du rendez-vous salarial qui sera piloté par le ministre de l'Action et des Comptes publics.

Depuis l'élection d'Emmanuel MACRON et l'arrivée du nouveau gouvernement les annonces de reculs sociaux s'accumulent, tant dans le privé que dans le public ! Le président a réussi le tour de force d'avoir uni face à lui toutes les fédérations syndicales de la Fonction publique ce qui n'était pas arrivé depuis dix ans !

**Le 10 octobre**, jour du rendez-vous salarial avec le ministre, nos organisations avec les personnels exigeront une véritable négociation salariale qui aboutisse à une réelle reconnaissance du travail, des missions et de l'investissement professionnel des personnels par une augmentation du pouvoir d'achat et la revalorisation des carrières, l'abandon de tout jour de carence et la mobilisation des moyens nécessaires au plein exercice des missions de services publics.

## Pour la Fonction publique les annonces négatives s'additionnent :

- >> Suppression de 120 000 emplois : combien pour nos ministères ?! Rappelons que nous avons subi une réduction de 40% de nos effectifs en un peu plus de 10 ans.
- >> Gel du point d'indice : sur la période 2010-2019 l'évolution du point d'indice ne serait que de + 1,2 %.
- >> Rétablissement du jour de carence qui vise à supprimer la rémunération du premier jour d'absence pour maladie.
- >> Hausse de la CSG de 1,7 % assortie au mieux d'une simple compensation limitée par la suppression de la cotisation exceptionnelle de solidarité (CES) de 1 % pour les fonctionnaires et de la cotisation maladie de 0,75% pour les contractuels, ainsi qu'une indemnité compensatoire au 1er janvier qui pourrait devenir dégressive.

L'ensemble de ces mesures, si elles sont appliquées, auront un impact très négatif sur le pouvoir d'achat des personnels. Quant aux suppressions d'emplois programmées, elles ne pourront qu'accélérer les restructurations et les fermetures de services, engendrer des mobilités forcées et accentuer la suppression de missions et la dégradation des conditions de travail.

**Le 10 octobre**, faisons entendre la voix des personnels porteurs de revendications pour une société, une Fonction publique et des services publics synonymes de progrès social. Cela passe aussi par des services publics forts et proches de la population !

Paris, le 26 septembre 2017